

[Accueil](#) > ... > [Intenter Une Action En Justice](#) > [Où Et Comment](#) > [Coûts](#) > Étude de cas n° 2 - droit de la famille - garde des enfants - Roumanie

Étude de cas n° 2 - droit de la famille - garde des enfants - Roumanie

Frais en Roumanie

Frais afférents aux instances, aux appels et aux autres modes de résolution des litiges

Étude de cas Instance		Appels	
Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte
8,3 RON (environ 2 EUR), dont 8 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre)	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1,25 EUR par copie) doivent être réglés.	1. Légalisation - Attestation authentifiant la décision d'un tribunal - 2,15 RON (environ 0,5 EUR) dont 2 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre). 2. Apposition de la formule exécutoire sur la décision du tribunal - 4,15 RON (environ 1 EUR) dont 4 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre). 3. Supra-légalisation - 1,15 RON (environ 0,25 EUR) dont 1 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre) - seulement si elle est nécessaire pour la partie.	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1,25 EUR par copie) doivent être réglés.
Cas A		50 % de 8,3 RON (environ 1 EUR)	

		1. Légalisation - Attestation authentifiant la décision d'un tribunal - 2,15 RON (environ 0,5 EUR) dont 2 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre).	
	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des	du tribunal – 4,15 RON (environ 1 EUR) dont 4 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre).	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des
8,3 RON (environ 2 EUR), dont 8 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre)	juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1, 25 EUR par copie) doivent être réglés.	3. Supra-légalisation – 1,15 RON (environ 0,25 EUR) dont 1 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre) – seulement si elle s'avère nécessaire pour la partie.	juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1, 25 EUR par copie) doivent être réglés.
Cas B		50 % de 8,3 RON (environ 1 EUR)	

Étude de cas	Autres modes de résolution des litiges Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	Oui	Les coûts sont fixés par le contrat de médiation, tel que convenu entre les parties et le médiateur.
Cas B	Oui	Les coûts sont fixés par le contrat de médiation, tel que convenu entre les parties et le médiateur.

Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat	Huissier de justice
	La représentation est-elle obligatoire?	Le recours à l'huissier est- il obligatoire?
	Coût moyen	Frais antérieurs à la décision de justice
	Frais variables en fonction du contrat d'assistance juridique. Sans objet dans ce cas, car la représentation n'est pas obligatoire.	Frais postérieurs à la décision de justice Octroi de la force exécutoire de la décision du tribunal – 10,3 RON (environ 2,5 EUR) dont 10 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). Notification – minimum 20 RON (environ 5 EUR) et maximum 400 RON (environ 100 EUR). Frais d'huissier – minimum 50 RON (environ 12,5 EUR) et maximum 500 RON (environ 125 EUR)
Cas A	Non	Non
		Sans objet dans ce cas car seule la décision du tribunal (émise après le jugement) peut être rendue exécutoire si la partie qui succombe (le père) ne l'exécute pas de son plein gré.

Étude de cas	Avocat	Huissier de justice
	La représentation est-elle obligatoire?	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?
	Coût moyen	Frais antérieurs à la décision de justice
	Frais variables en fonction du contrat d'assistance juridique. Sans objet dans ce cas, car la représentation n'est pas obligatoire.	Frais postérieurs à la décision de justice Octroi de la force exécutoire de ladécision du tribunal – 10,3 RON (environ 2,5 EUR) dont 10 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). Notification – minimum 20 RON (environ 5 EUR) et maximum 400 RON (environ 100 EUR). Frais d'huissier – minimum 50 RON (environ 12,5 EUR) et maximum 500 RON (environ 125 EUR).
Cas B	Non	Non
		Sans objet dans ce cas car seule la décision du tribunal (émise après le jugement) peut être rendue exécutoire si la partie qui succombe ne l'exécute pas de son plein gré.

Étude de cas	Expert	Coût
	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	
Cas A	Non	Sans objet dans ce cas.
Cas B	Non	Sans objet dans ce cas.

Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins	Gage ou caution
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?
	Coût	Coût
	Les frais de transport sont remboursés et si le témoin le demande, une indemnisation pour le temps passé au tribunal peut également être réglée (en fonction de ses sources de revenu – par exemple, son contrat de travail etc.).	Demandes éventuelles de garantie des preuves.
Cas A	Oui	8,3 RON (environ 2 EUR), dont 8 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre).
	Les frais de transport sont remboursés et si le témoin le demande, une indemnisation pour le temps passé au tribunal peut également être réglée (en fonction de ses sources de revenu – par exemple, son contrat de travail etc.).	Demandes éventuelles de garantie des preuves.
Cas B	Oui	8,3 RON (environ 2 EUR), dont 8 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre).

Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude

de cas Aide juridictionnelle

	Quand et à quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale? Conditions?
Cas A	Voir l'annexe 1 ci-jointe.	Voir l'annexe 1 ci-jointe.
Cas B	Voir l'annexe 1 ci-jointe.	Voir l'annexe 1 ci-jointe.

Étude

de cas Remboursements

	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Oui	En général, 100 % des frais sont remboursés.	Si la mère gagne, tous les frais qu'elle a supportés peuvent dans ce cas être récupérés auprès du père.	Non
Cas B	Oui	En général, 100 % des frais sont remboursés.	Si la mère gagne, tous les frais qu'elle a supportés peuvent dans ce cas être récupérés auprès du père.	Non

Frais de traduction et d'interprétation

Étude

de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?
Cas A	Sans objet dans ce cas.	Sans objet dans ce cas.	Lorsque la partie qui doit être entendue par le tribunal est sourde ou muette, ou ne sait pas écrire.	23,15 RON par heure (environ 6 EUR).	-	-

1. Lorsque les documents présentés au tribunal (partie du dossier de l'affaire) sont écrits dans une autre langue.	Les frais peuvent varier en fonction du contrat de traduction, ou, si la traduction est effectuée par un traducteur juridique sur demande du tribunal, des frais de 33,56 RON (environ 8 EUR) par page au format A4 doivent être réglés.			
2. De plus, si une partie conteste l'exactitude des documents traduits en roumain, le tribunal peut demander la traduction du document par un traducteur juridique.		Si l'une des parties au moins ne parle pas roumain. État A = Roumanie.	23,15 RON par heure (environ 6 EUR).	Oui, mais ils sont supportés par l'État. -

■ Dernière mise à jour: 11/07/2010

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.